

Comment mieux communiquer avec les pêcheurs côtiers de Papouasie-Nouvelle-Guinée

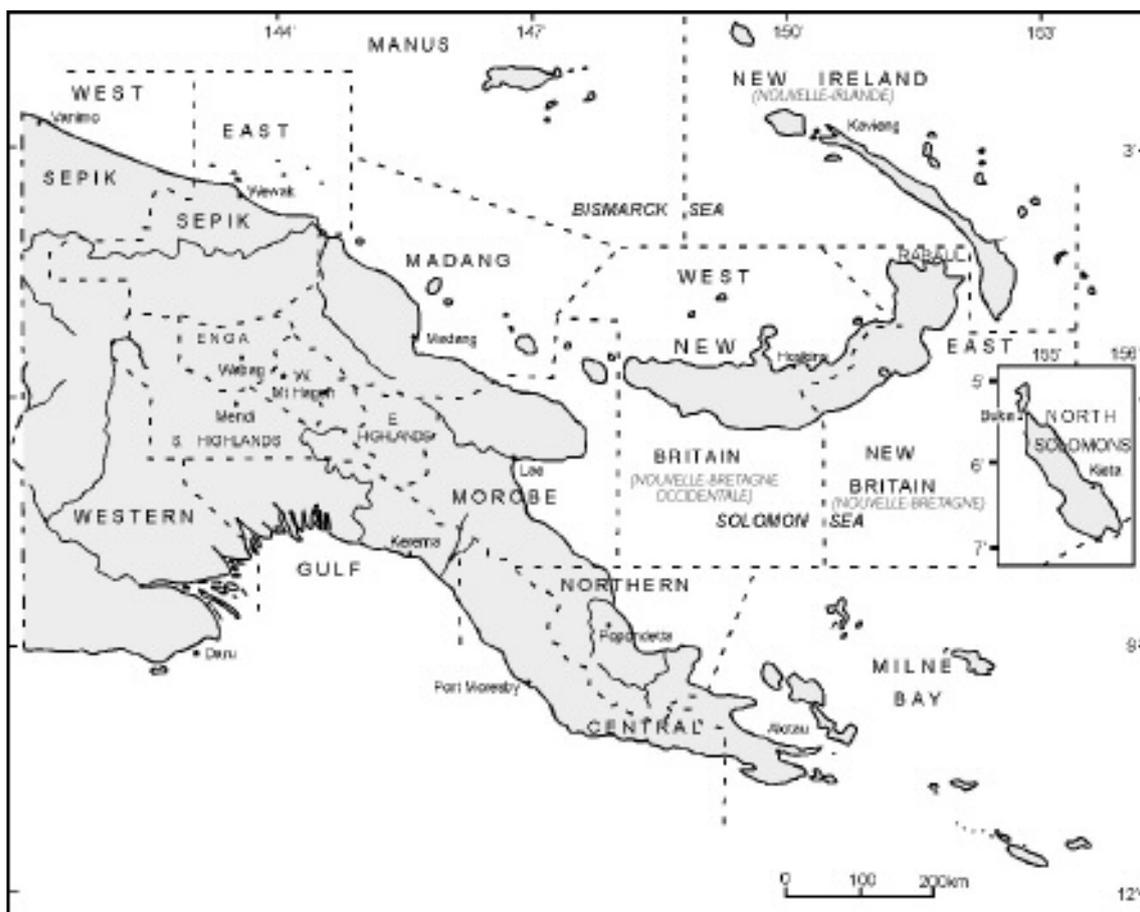
Kim Des Rochers¹ et Clare Ame²

Le développement de la pêche côtière en Papouasie-Nouvelle-Guinée se heurte principalement à un manque d'information concernant les questions relatives à la pêche et à l'environnement, ainsi qu'à une mauvaise communication entre les parties prenantes et les différents secteurs intéressés.

L'importance de l'information pour le développement de la pêche est apparue au cours de la phase de planification du Projet de gestion et de développement de la pêche côtière conduit en PNG. Ce projet, financé par la Banque asiatique de développement et exécuté par le Service des pêches de Papouasie-Nouvelle-Guinée, a pour but de promouvoir l'exploitation durable des ressources marines dans les eaux côtières de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Au cours des réunions visant à définir le cadre des travaux à réaliser, les parties prenantes — membres des communautés locales, pêcheurs commerciaux et de subsistance, instances nationales et provinciales, organisations non gouvernementales (ONG) et employés du secteur halieutique — n'ont cessé de répéter qu'elles avaient besoin d'informations plus fiables et plus régulières sur les différents thèmes qui les intéressent : réglementation de la pêche, méthodes de transformation des produits, stratégies de marketing, connaissances élémentaires en biologie et en écologie marines, aquaculture, méthodes de pêche plus efficaces et gestion des pêches.

Devant cet intérêt pour une meilleure information relative à la pêche et aux ressources marines, on a



Le projet de gestion et de développement de la pêche côtière en PNG est principalement mis en œuvre dans les provinces de Nouvelle-Irlande, de Morobe et de Milne Bay.

1. Auteur ressource : Conseiller en information halieutique pour le Projet de gestion et de développement de la pêche côtière de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Courriel : islandsandoceans@yahoo.com
2. Documentaliste et Spécialiste de l'information, Projet de gestion et de développement de la pêche côtière. Courriel : came@fisheries.gov.pg

ménagé dans le projet un volet important consacré à l'information. Mis en œuvre dans les trois provinces côtières de Papouasie-Nouvelle-Guinée (Nouvelle-Irlande, Milne Bay et Morobe), ce volet vise à aider les services pêches, à l'échelon national, provincial et local, ainsi que d'autres organismes à élaborer des supports d'information appropriés et à créer des mécanismes efficaces de diffusion de l'information.

Obstacles à la diffusion de l'information en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Vu l'étendue de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la dispersion de sa population dans des contrées parfois éloignées, il n'est guère surprenant que l'information circule mal, et que la communication devrait être améliorée. Vingt-cinq pour cent de la population réside dans des zones côtières, où les systèmes de communication sont médiocres, peu fiables, ou ne fonctionnent pas du tout. Certaines villes, grandes ou petites, ne sont souvent accessibles que par bateau, et encore, de récentes augmentations du prix du carburant ont rendu cet accès problématique pour bien des gens. Le taux d'alphabétisation, dans les communautés les plus isolées, est faible, surtout parmi les femmes et les jeunes filles. En outre, des centaines de langues différentes sont parlées dans les régions côtières, et les pratiques culturelles sont très disparates. L'échange d'information est de surcroît entravé par l'inaptitude des différents échelons administratifs — national, provincial, local et communauté villageoise — à communiquer efficacement entre eux.

Pour surmonter ces différents obstacles à la diffusion d'informations en direction des parties prenantes, dans le secteur de la pêche côtière, il importe d'examiner le plus grand nombre possible d'options qui se présentent. Ce n'est pas une seule et unique stratégie qui apportera une réponse, dans un pays aussi marqué par la diversité que la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les communautés côtières éloignées forment un groupe cible important. Pour elles, les méthodes de communication directe constituent la meilleure solution possible. Les stratégies à appliquer pour toucher les villageois passent par des entretiens en face à face avec des chefs de village (qui peuvent, à leur tour, influencer sur l'opinion publique) et par la collaboration avec des enseignants, afin de mettre en place et d'améliorer les programmes scolaires concernant l'environnement marin.

L'éducation revêt une importance particulière. Comme le fait remarquer le directeur de la Section Suivi et surveillance du Service des pêches de Papouasie-Nouvelle-Guinée, "il est indispensable d'adresser aux jeunes et aux enfants des messages en faveur de la protection de l'environnement et de leur inculquer des connaissances élémentaires en matière de ressources marines et de phénomènes naturels, en vue de la conservation de l'environnement marin et de la prise de décisions." D'autres stratégies envisageables consistent à faire appel à des troupes théâtrales (qui peuvent faire passer des messages importants en faveur de la protection des ressources marines, d'une manière vivante et captivante, com-

prise par tous les membres de la communauté) et à la vidéo. Ces deux méthodes se sont avérées efficaces dans des régions côtières rurales, ailleurs qu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Raisons de la mauvaise circulation de l'information

Le Projet de gestion et de développement de la pêche côtière a été lancé il y a un an environ. En ce qui concerne l'information, l'une des premières tâches a été d'effectuer une première évaluation des besoins d'information halieutique et des obstacles rencontrés au sein du service des pêches. L'évaluation a porté sur les services des pêches des provinces, mais aussi sur des ONG, des entreprises de pêche, des exportateurs de poisson et des communautés locales.

On a relevé plusieurs facteurs qui contribuent au mauvais échange d'informations :

- manque de motivation et d'enthousiasme de la part des agents des services des pêches provinciaux,
- manque de ressources matérielles et financières qui fait obstacle à la diffusion de l'information vers les communautés isolées,
- méconnaissance des phénomènes influant sur le milieu marin de la part des communautés,
- incapacité des agents des services des pêches national et provinciaux et des ONG de communiquer efficacement et d'informer la population sur les questions touchant l'environnement marin, et
- non recours aux différents moyens de diffusion de l'information.

Si l'on veut diffuser efficacement l'information dans le secteur halieutique, il faut trouver des procédures plus modernes, renforcer les capacités du personnel et améliorer les documents d'information, tant au sein du service national des pêches que des services provinciaux. Il faut également chercher à mieux cerner les besoins d'information des communautés, des travailleurs du secteur halieutique, et des pêcheurs à petite et moyenne échelle, et comprendre ce qui entrave l'échange d'informations entre ces différentes parties prenantes. L'amélioration de la communication contribuera à orienter les politiques et les décisions et à influencer sur l'opinion publique, et permettra aux parties intéressées d'échanger des informations.

Améliorer la diffusion de l'information et la communication avec les communautés

Des entretiens en face à face avec des populations et des particuliers, ainsi que la tenue d'ateliers et de réunions sont deux approches de la diffusion d'informations et de la communication qui peuvent s'avérer efficaces. De nombreuses ONG et des agents des services des pêches provinciaux ont déjà fait appel à ces stratégies dans le passé. Dans les deux cas, il faut soigneusement choisir ses mots et le style de langage, car tous les membres d'une communauté ne comprennent pas obligatoirement les termes scientifiques ou le jargon du développement (par exemple : "volume total des prises autorisées", ou "développement durable").

Il importe d'avoir toujours présent à l'esprit le public auquel on s'adresse lorsqu'on explique tel ou tel aspect de la science ou de la gestion halieutique.

Une autre méthode utile pour aider les villageois à comprendre de nouveaux concepts consiste à recourir à des analogies ou à des exemples. Ainsi, un agent du service national des pêches chargé de la gestion des ressources a rapporté qu'il a un jour participé à un atelier sur les concentrations de reproducteurs, où quasiment aucun des participants ne connaissait les termes "reproducteur" et "concentration". Pour leur expliquer clairement pourquoi ces frayères doivent être protégées, il a comparé les lieux de concentration de reproducteurs à un hôpital, où une femme enceinte va accoucher. À l'hôpital, elle est protégée, prise en charge, et peut reprendre des forces après la naissance, ce qui donne à l'enfant toutes les chances de survie et de bonne santé. De la même façon, les concentrations de reproducteurs doivent être protégées pour que les juvéniles parviennent à maturité et puissent se reproduire par la suite. En l'occurrence, ces analogies se sont révélées efficaces. Des approches similaires peuvent être inventées pour expliquer d'autres notions inconnues.

Toutefois, les informations ne sont pas toujours bien accueillies par les membres d'une communauté. Ainsi, un agent du service national des pêches chargé de la gestion des pêcheries a indiqué que des messages concernant les fermetures, la longueur minimum des poissons, les tailles limites des mailles de filets, etc. n'ont pas été bien reçus dans certaines zones côtières de Papouasie-Nouvelle-Guinée, et que certains pêcheurs ont été dépités que le service natio-

nal des pêches impose de telles restrictions. Selon l'agent, certaines communautés voient dans ces lois et ces règlements une menace pour leurs moyens de subsistance, et il faut changer cette mentalité.

Comprendre les principes biologiques élémentaires et bénéficié de la recherche

L'un des constats qui s'est dégagé de l'évaluation des besoins d'information, et qu'ont exprimé aussi bien les agents des services des pêches national et provinciaux que des représentants d'ONG, était le fait que de nombreuses communautés comprennent mal l'incidence de leurs activités sur la pêcherie, les ressources marines et l'environnement marin dans son ensemble. Plusieurs facteurs y contribuent : érosion des coutumes traditionnelles et des pratiques ancestrales de la préservation des ressources, absence de retour d'information entre les chercheurs scientifiques et les communautés, mauvais ciblage des informations contenues dans les conventions internationales et les lois sur la protection de l'environnement, diffusion de l'information sous une forme que de nombreux acteurs du secteur halieutique ne comprennent pas bien (en particulier les villageois de zones rurales).

Comme l'a fait remarquer un gestionnaire du service national des pêches, à son avis "la première chose à faire est d'extraire des données des rapports techniques, puis de "traduire" cette information dans un langage compréhensible par des acteurs non scientifiques du secteur halieutique, par exemple des communautés (en particulier des pêcheurs villageois et des femmes), les professionnels de la pêche et les



Les supports d'information élaborés dans le cadre du Projet de gestion et de développement de la pêche côtière ciblent non seulement les adultes, mais aussi les enfants et les jeunes, en leur adressant des messages concernant la protection de la nature et les phénomènes écologiques essentiels touchant le milieu marin.

décideurs des instances officielles". Dans de nombreuses communautés côtières de Papouasie-Nouvelle-Guinée, bien qu'elles soient des pêcheuses très actives, les femmes sont rarement intégrées à la chaîne de l'information. Le Directeur du Programme mélanésien de *Conservation International* a indiqué que de nombreux chercheurs qui travaillent sur le terrain ne communiquent pas les données sous une forme utilisable et compréhensible par les communautés, alors que ces renseignements sont capitaux pour les décideurs du village. Une grande partie des informations qui parviennent jusqu'aux communautés est en anglais, donc sans utilité pour des populations peu éduquées et qui ont peu d'occasions de lire, a fortiori dans une langue autre que la leur.

Un autre gestionnaire du service national des pêches a observé que l'un des principaux problèmes en matière d'information était que certains responsables locaux ne transmettent pas les informations qu'ils recueillent dans des réunions ou des ateliers aux membres de leur communauté. Cela pourrait s'expliquer par l'absence de réelle culture de l'échange d'informations concernant les activités menées en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Approches de la diffusion d'informations halieutiques

Chaque type de média ou de support d'information présente des avantages et des inconvénients. Il faut en tenir compte quand on met au point des stratégies de communication.

Radio

Les médias non écrits, la radio par exemple, à la fois très rapides et économiques, sont souvent l'un des rares moyens de toucher des villages éloignés. Presque toutes les personnes interrogées lors de l'évaluation des besoins du projet ont cité la radio comme étant l'outil le plus efficace permettant de diffuser des informations à toutes les parties prenantes du secteur de la pêche et des ressources marines.

Une stratégie efficace permettant de toucher diverses catégories de personnes dans les provinces consiste à organiser, en collaboration avec une station de radio locale, des annonces régulières et à produire une émission de quinze minutes sur des thèmes liés à l'environnement marin et à la pêche. Pour avoir de l'effet, l'émission doit être diffusée à intervalles réguliers (une fois par semaine au moins). Il faut aussi recourir à diverses formes, par exemple des entretiens avec des agents du service des pêches, au cours desquels ceux-ci expliquent les règles et les règlements ; des scénarios délivrant un message sur les pratiques destructrices, des entretiens avec un représentant de la filière maritime, décrivant son travail, et avec des anciens du village, évoquant les changements subis par les récifs du village.

À ce jour, le Projet de gestion et de développement de la pêche côtière dispose de plus de 25 scénarios, de

quinze minutes chacun, sur divers sujets liés aux ressources marines, notamment : le commerce des poissons de récif vivants, les aires marines protégées, les pratiques destructrices, le lancement d'une petite entreprise de pêche. D'autres scénarios verront le jour dans le courant du projet, et seront progressivement inscrits dans le programme de travail habituel du service national des pêches. Les émissions de radio seront diffusées en anglais ou en pidgin, selon la province concernée. Les responsables du projet sont en train d'enregistrer ces scénarios, qui seront diffusés dans toutes les zones côtières de Papouasie-Nouvelle-Guinée depuis des stations nationales et provinciales.

Brochures

Les brochures qui s'adressent aux populations locales doivent être soigneusement rédigées — sans jargon scientifique ni termes techniques — et comporter le minimum de texte. Le taux d'alphabétisation étant très faible parmi les villageois de zones reculées, les images sont beaucoup plus éloquentes que le texte. Les brochures (et les affiches) doivent être bien conçues : tout en tenant compte de l'impact des images, elles doivent faire passer un message important qui sera compris de tous.

En outre, ce message ne doit pas être trop lapidaire : les communautés sont souvent bombardées de slogans invitant à sauver les récifs, mais généralement, aucune indication n'est donnée quant à la manière de procéder pour y parvenir. De la même manière, les villageois reçoivent déjà des messages qui cherchent à les dissuader de capturer trop de tortues ou des poissons trop petits, mais qui ne sont pas étayés par des informations appropriées, ne serait-ce que les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas le faire, et quelles sont les conséquences s'ils le font.

Non seulement il convient de bien choisir ses mots, mais il faut aussi sélectionner avec soin les images à inclure dans les brochures. Bien des messages de sensibilisation aux problèmes posés par l'environnement marin ne présentent pas la réalité aux villageois, n'ont pas de sens (dessins humoristiques représentant des animaux marins, par exemple) ou donnent lieu à des erreurs d'interprétation.

Les responsables du Projet consultent régulièrement leurs collaborateurs de Papouasie-Nouvelle-Guinée et les ONG locales, pour faire en sorte que le texte écrit et les images touchent le public visé.

En collaboration avec la Section Information halieutique du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), les responsables du Projet sont en train d'élaborer une brochure sur les règlements halieutiques de la Papouasie-Nouvelle-Guinée concernant certaines espèces (dugongs, langoustes, holothuries). Beaucoup de pêcheurs et de femmes prétendent ne pas être au courant des lois et des règlements concernant les ressources et ne pas savoir où se rendre pour obtenir ces renseignements.

Affiches

Réfléchissant aux défauts communs à de nombreuses affiches, un représentant d'une organisation non gouvernementale a fait remarquer ceci : "Le défaut de nombre d'affiches est qu'elles décrivent un problème sans offrir de solution ni donner d'indication quant à la manière d'y remédier. Ainsi, trop souvent, elles ne disent pas où il faut se rendre pour avoir des renseignements complémentaires, ni ce qu'il faut faire pour résoudre un problème donné, ni les dispositions qu'une communauté devrait prendre. Les communautés sont bombardées de messages les invitant à sauver les récifs, mais rien ne leur dit comment s'y prendre pour y parvenir."

Ainsi, bien que les affiches soient l'un des médias les plus couramment utilisés par les ONG et d'autres parties prenantes — et qu'elles contiennent souvent de belles photos de récifs, de tortues et de poissons — elles délivrent rarement un message susceptible de changer le comportement ou la mentalité des villageois, même si ce changement est l'objectif essentiel qu'elles poursuivent.

Conformément à cet objectif, les images et le texte d'une affiche devraient donc viser à informer les populations et à influencer sur leur comportement et leur mentalité. Les affiches devraient inciter les gens à réfléchir à l'incidence que leur comportement et leurs actions peuvent avoir sur leur environnement.

Les responsables du Projet de gestion et de développement de la pêche côtière en PNG étudient de près les moyens de faire passer des messages susceptibles de changer les attitudes et comportements d'une communauté, ou d'apporter des réponses précises à des problèmes urgents afin de prendre des mesures immédiates et pertinentes. Ils ont fait appel à des graphistes locaux pour concevoir et illustrer des affiches qui traitent de divers thèmes et sujets, par exemple :

les règlements officiels concernant les limites de taille de certains animaux marins, les dangers et les effets de la pêche aux explosifs, des photos d'organismes récifaux avant et après l'utilisation de végétaux toxiques pour capturer des poissons, l'aménagement d'aires marines protégées, et la sécurité en mer.

Autres supports, imprimés ou non

Outre les supports d'information "standard" précités, d'autres types de documents de sensibilisation et d'information doivent être élaborés à l'intention des villageois et des communautés, ainsi que l'ont montré des entretiens avec des agents des services des pêches provinciaux et des représentants d'ONG, conduits dans les trois provinces ciblées. Ces ressources revêtent une importance capitale, en particulier pour les villageois qui ne perçoivent pas clairement l'impact de leurs activités sur l'environnement marin. Ainsi, certains pêcheurs ne comprennent pas que, s'ils utilisent un filet maillant à petites mailles, ils vont capturer des juvéniles qui ne se sont pas encore reproduits. Il a aussi été signalé que certains villageois ne comprenaient pas les effets du défrichage de la mangrove sur certaines espèces de poissons, crabes, coquillages et oiseaux qui sont tributaires de ces forêts.

Pour satisfaire ce besoin de types différents de supports, les responsables du Projet sont en train d'élaborer une série de bandes dessinées, avec des messages concernant la bonne gestion des ressources récifales, les risques liés au VIH/SIDA, les effets des méthodes de pêche destructrices (aux explosifs ou aux végétaux toxiques, par exemple), la sécurité en mer, les aires marines protégées, etc. Ces bandes dessinées sont illustrées par des artistes locaux de Papouasie-Nouvelle-Guinée. À ce jour, deux bandes dessinées ont été imprimées : l'une relate l'histoire d'une pêcheuse contaminée (VIH) par un marin d'un bateau de pêche étranger ; l'autre évoque une école sous-marine où les animaux marins apprennent les



Outre des supports d'information "standard", le projet s'emploie, en collaboration avec des troupes de théâtre, à faire passer des messages en faveur de la protection de l'environnement marin.



Outre les bandes dessinées qui plaident en faveur de la protection de l'environnement, le projet a produit une bande dessinée qui évoque les dangers du SIDA pour les pêcheurs et les pêcheuses.

dangers des explosifs et de la pêche à l'aide de plantes toxiques. Deux autres bandes dessinées sont en cours d'illustration et d'élaboration (l'une sur la sécurité en mer et l'autre sur les aires marines protégées). Elles s'adressent aux écoliers aussi bien qu'aux adultes et seront publiées en anglais et en pidgin.

Dans le cadre du Projet, on est aussi en train de créer un calendrier des marées qui indiquera les heures de marée haute et basse, et qui fera chaque mois la lumière sur une ressource particulière. L'essentiel de ce qu'il faut savoir sur chaque espèce sera présenté, ainsi que les règles à observer éventuellement. Ce calendrier devrait être publié au début de 2005.

Vidéo

Deux films documentaires dramatisés de 15 à 20 minutes chacun sont en cours de tournage dans le cadre du Projet. L'un traite de la surpêche et l'autre des pratiques de pêche destructrices. Il a été fait appel à un réalisateur professionnel de Kavieng pour tourner ces vidéos. Les scénarios ont été établis par les agents responsables du projet. Des acteurs locaux joueront ces pièces. Le tournage se passe dans la province de Nouvelle-Irlande, mais les images seront transposables à d'autres communautés côtières de Papouasie-Nouvelle-Guinée.



Deux spectacles de marionnettes ont été filmés par *Mahonia na Dari*, une ONG implantée en Nouvelle-Bretagne. Il s'agit d'un programme pédagogique sur les ressources marines qui contribue très efficacement à mobiliser un vaste pan de la population en faveur de la protection de l'environnement.

Toutes les vidéos (documentaires dramatisés et spectacles de marionnettes) serviront d'outils de mobilisation communautaire sur un thème ou un sujet de discussion qui sera évoqué au cours des visites effectuées dans des villages par l'équipe chargée du projet et par des ONG de défense de l'environnement.

Théâtre

Des pièces de théâtre ou des spectacles de marionnettes peuvent faire passer des notions difficiles. *Mahonia na Dari* (une ONG implantée en Nouvelle-Bretagne) présente un programme d'éducation très efficace sur les ressources marines, qui a grandement contribué à mobiliser un vaste pan de la population en faveur de la protection de l'environnement. Dans le cadre du projet, on a filmé deux spectacles de marionnettes de *Mahonia na Dari*, enregistrés sur cassettes VHS projetées dans des communautés de villages côtiers éloignés de PNG. Pour diffuser ces vidéos vers un public encore plus large, les responsables du projet ont collaboré avec des ONG locales. Ils envisagent également de travailler avec d'autres compagnies théâtrales.

Télévision

Pour l'instant, il n'est pas fait appel à la télévision dans le cadre du projet, car elle est trop coûteuse et inaccessible à la plupart des habitants du littoral de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le projet y recourra toutefois par la suite pour toucher les responsables politiques et les décideurs.

Et maintenant ?

Les supports d'information précités sont en cours d'expérimentation dans la province de Nouvelle-Irlande, pour une période d'environ un an. Lorsqu'ils auront reçu des commentaires sur ces divers supports, les responsables du projet adapteront ou modifieront ceux-ci à l'intention des deux autres provinces participant à ce volet. Nous prévoyons de légères modifications apportées aux supports élaborés pour la Nouvelle-Irlande. Ainsi, pour la province de Milne Bay, des informations particulières seront données sur la pêche-de-mer (tarifs des différentes espèces, ou règles et règlements concernant les fermetures saisonnières de la récolte), ainsi que d'autres renseignements. Le documentaire dramatisé produit pour cette province sera probablement davantage axé sur la récolte d'holothuries et de trocas ou sur la destruction des nids de tortues de mer.

Le Projet de gestion et de développement de la pêche côtière de la PNG prendra fin en 2007. L'un de ses objectifs primordiaux est de faire en sorte que le travail entamé se poursuive au-delà, grâce aux efforts du service national des pêches, des ONG, des services provinciaux, ainsi que d'autres organismes et particuliers. Dans cette optique, les ressortissants de PNG suivent une formation dans différentes disciplines, notamment les enquêtes socioéconomiques, la production et la diffusion d'informations, la gestion communautaire et le développement de la pêche.